



## COMPTE-RENDU DU GROUPE DE TRAVAIL N°2

« MISE EN FORME ET MODE D'ACCES DE L'INFORMATION  
DEFINITION DU CONTENU DU SITE INTERNET »

9 DÉCEMBRE 2008, 9H À 12H , DRASS LR

### ETAIENT PRESENTS :

- Laurence Mayeur, chargée de mission à l'Agence de la cohésion sociale et de l'égalité des chances
- Michelle Colliou, assistante sociale au centre communal d'action sociale
- Malika Lucas, coordinatrice du pôle social du Centre communal d'action sociale d'Agde
- François Raynaud, pôle solidarité du Conseil Général 34
- Nathalie Bonneric, chargée d'études au Conseil Général 34
- Sonia Wattier, qualité hygiène dans le médico-social de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie
- Thierry Bideau, service santé environnement à la DDASS 48
- Françoise Auzéby, responsable de la division services et produits acteurs locaux à l'Insee
- Bernard Canonero, responsable de la division études et diffusion à l'Insee
- Josiane Delhon, directrice du centre communal d'action social de Sète
- Michel Battinelli, directeur adjoint du centre communal d'action social de Sète
- Valérie Normand, chargée de mission à la maison de l'emploi de la petite Camargue héraultaise
- Marie-Claude Wendling, coordinatrice du pôle accueil, information, communication à la maison départementale des personnes handicapées de l'Aude
- Dominique Carrière, chargé de missions gestion de projets, évaluation et statistiques de l'union régionale des caisses d'assurance maladie
- Sonia Arnaud, conseillère technique de l'Union Régionale Interfédérale des Œuvres et organismes Privés Sanitaires et Sociaux
- Dominique Valls, adjoint de direction de l'Union de Recouvrements de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales de Perpignan
- Benjamin Lacor, directeur général de la maison de l'emploi de Nîmes Métropole
- Patrick Hemar, adjoint chef au service des risques environnementaux industriels à la Direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- Catherine Colin, chargée d'études documentaires au conseil régional
- Béatrice Rougy, directrice du département santé du conseil régional

## COMPTE-RENDU

### OBJECTIFS GENERAUX

Lors des échanges du séminaire de lancement, il a été dit que la plate-forme d'observation devait permettre de :

- Valoriser les travaux des divers partenaires et ceux engagés à l'avenir dans le cadre de la plate-forme.
- Mettre à disposition toute l'information nécessaire à l'ensemble des acteurs du domaine social et sanitaire

Afin de répondre à ce besoin, ce groupe de travail s'attachera à travailler sur le contenu du site internet dédié à la plate-forme d'observation sociale et sanitaire : <http://www.poss-lr.info>, à partir d'une maquette de site qui aura été développée jusqu'alors.

## CONTEXTE

De nombreuses démarches d'observation sociale et sanitaire ont donné lieu à l'élaboration d'un site Internet dans le but de diffuser les informations produites.

- la base régionale de données en matière **de précarité** avec la production des fiches « profil » assurée actuellement par l'Insee (dernière réunion du groupe précarité le 7 novembre 2008) – <http://www.ilr-stat.net/precarite/index.htm>.

La mise en ligne de ces données ne sera plus assurée à terme par l'Insee, mais par la POSS-LR, avec un travail de reconceptualisation de la mise en forme de l'information (génération dynamique de fiche profil par cartographie dynamique).

- La base **score santé** - <http://www.score-sante.org/score2008/indicateurs.html>
- La Délégation Interministérielle de la Ville, dont le SGAR est l'antenne régionale, a établi une liste d'indicateurs sociaux-économiques par quartiers (ZFU, ZUS, CUCS, etc.), qui sera disponible début 2009, sur un site développé par le Centre de Ressource de la Politique de la Ville Paca. Le site de la Div est déjà une source de diffusion de l'information statistique territorialisée sur les quartiers : <http://sig.ville.gouv.fr/>
- Une base locale sur l'immigration a été produite par l'Insee en partenariat avec l'Acse - <http://www.immigration-lr.org/>
- La DRASS Paca a établi un site sur les diagnostics territoriaux - <http://paca.sante.gouv.fr/territoires/accueil.swf>- qui a pour but de mettre à disposition de tous, des éléments chiffrés pour la région PACA sur le domaine sanitaire et social. Il doit ainsi faciliter l'élaboration de diagnostics territoriaux.
- A titre d'exemple, d'autres plates-formes :
  - Bretagne - <http://www.platoss-bretagne.fr/>
  - La Réunion - <http://www.codess-reunion.org/>

## DEFINITION DU CONTENU DU SITE INTERNET DE LA POSS-LR : [HTTP://WWW.POSS-LR.INFO](http://www.poss-lr.info)

Le Conseil Régional souligne que la plate-forme doit globaliser les données sociales et sanitaires dans une même base de données.

Il s'agit également de ne pas oublier de mettre en valeur les analyses ponctuelles des données (diagnostic) réalisées sur un territoire.

Pour mieux diffuser et donc valoriser les informations mises en ligne il a été proposé qu'en plus de la newsletter et des avis de parution, des flux RSS ( ? ) peuvent être à terme proposés sur le site pour plus de personnalisation.

Selon Dominique Carrière de l'Urcam, la base précarité actuelle semble constituer un socle minimal de données, un existant de départ qu'il faut croiser avec les technologies disponibles et les sites développés actuellement sur le net : cela peut aider à travailler sur la mise en forme recherchée pour diffusion sur internet.

Le site Internet serait grand public avec un accès réservé aux partenaires, avec les développements techniques que ceci impliquerait, comme la gestion des droits d'accès.

Une partie en accès réservé est déjà prévu au niveau du Catalogue des bases de données et des études afin que les partenaires puissent alimenter ce recensement directement en ligne, en se connectant avec un identifiant et un mot de passe. Chaque organisme partenaire se verra ainsi attribuer ses codes, qu'il pourra alors transmettre aux personnes compétentes.

Un accès réservé de type forum de discussion serait également à prévoir pour favoriser les échanges des partenaires sur un sujet commun, déterminé par exemple par les groupes de travail.

Par ailleurs il a été plusieurs fois énoncé qu'il serait intéressant de pouvoir télécharger les bases de données qui alimenteront le menu indicateurs et cartographie pour que l'internaute / partenaire puisse y appliquer des traitements spécifiques. Cependant l'internaute désirant télécharger les bases de données pourrait éventuellement être redirigé vers le service producteur de la donnée. On a également envisagé le téléchargement de bases de données sur le site de la plate-forme mais par un accès réservé.

La structuration du site Internet a été revue et modifiée par le groupe de travail. 5 menus ont été établis :

- Présentation de la plate-forme
- Vie de la plate-forme
- Catalogue (bases de données et études)
- Indicateurs et cartographie (fiches profil dynamiques)
- Les dispositifs d'observation sociale et sanitaire existants

Le conseil général 34 propose de rajouter une boîte à outil commune où seraient disponibles, par exemple, des nomenclatures (CSP, codes APE, tranches d'âges, etc.), des définitions de concepts, des limites d'utilisation, des documents méthodologiques, etc.

L'Insee appuie le fait qu'il est incontournable de dégager des moyens à moyen terme au moins pour le pilotage de la base : déclencher les mises à jour de données, gestion des accès, les adhésions à la charte, le catalogue des études et l'envoi des newsletters à terme.

Pour la géolocalisation des données, l'Insee est prêt à organiser un transfert de ses compétences en la matière afin que ce traitement puisse perdurer, mais vers qui ? Il est à noter que l'Insee diffuse déjà sur son site statistiques locales des données démographiques et sociales au niveau infra-communal.

**Sur les fiches profils**, il a été jugé nécessaire d'inscrire d'office des précisions minimales sur les définitions des concepts, les limites d'utilisation afin que la fiche profil puisse être correctement lue et interprétée par n'importe qui.

A partir d'une fiche profil existante issue de la base précarité, il est apparu nécessaire de représenter les évolutions temporelles. A partir de ce constat, le conseil général 34 demande de mettre à disposition des séries longues sur 5 à 10 ans, voir plus pour mieux mesurer les évolutions.

Faut-il héberger une base de données d'indicateurs sur le site de la plate-forme ou renvoyer par un système de liens vers les indicateurs disponibles et mis à jour par les partenaires (cela pose le problème notamment de la cartographie dynamique : si pas de base de données alors pas de page dynamique, si base de données alors mise à jour obligatoire des données.)

L'ensemble de ces réflexions a conforté l'idée de clarifier le volet financement de la plate-forme, en l'occurrence par rapport à l'élaboration et la mise à jour et l'animation du site Internet. Ce point pourra éventuellement être abordé en comité de pilotage, le 3 mars 2009.

Pour établir le cahier des charges précis du menu « indicateurs et cartographie » qui sera destiné à produire en direct des fiches profil et de la cartographie dynamique, le groupe 2 se réunira le mardi 20 janvier, de 9h à 12 h à la DRASS. Il est tributaire pour le fonds, du groupe n°1, mais pour avancer rapidement il s'appuiera sur l'existant : la base précarité et ses fiches profil.

L'Acsé propose que la plate-forme organise un atelier méthodologique concernant l'élaboration de diagnostics, c'est-à-dire l'analyse d'indicateurs.

## QUELQUES PISTES DE TRAVAIL POUR LA PLATEFORME ...

L'idée est de développer le partage méthodologique en organisant des ateliers thématiques dès le début 2009.

Les 1ères initiatives seraient :

- Mise en place d'un atelier méthodologique « S'approprier les indicateurs. Comment utiliser, interpréter l'information ? »
- Mise en place d'un atelier méthodologique sur le Revenu de Solidarité Active
- Le développement des techniques de géolocalisation et leur apport pour l'observation

Par ailleurs, le travail sur les indicateurs se poursuivra après définition et constitution des sous-groupes thématiques issus du groupe n°1